
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 20/3 (1993)

DOI: 10.11588/fr.1993.3.58746

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Machismo wie bei Mussolini gab es bei Hitlers Radikalität nicht, der dennoch eine tiefe Zuneigung für den italienischen Diktator empfand. Die unterschiedlichen Effizienzstrukturen der beiden Armeen stellen eine dritte Erklärung dar. »Die traditionsgebundene, liberale, freimaurerische, philosemitische Kultur der königlich-italienischen Armee sorgte für einen Rahmen, innerhalb dessen eine Verschwörung zur Rettung der Juden ... Beifall ernten mußte« (S. 272 f.). Und schließlich waren Juden in Italien in ganz anderer Weise in die Gesellschaft integriert als in Deutschland.

Die am weitesten reichenden Erklärungsversuche Steinbergs zielen auf einen Mangel an liberaler Tradition, an Staatsverherrlichung und Entdeckungen der Biologie als deren Instrument. »NS-Deutschland war ein ernsthaft totalitärer Staat, das faschistische Italien eine Fassade« (S. 307).

Das alles ist einleuchtend, sind wohl notwendige Bedingungen. Ob es auch hinreichende sind, ist fraglich. Darüber hinaus scheint mir Steinberg die völkermordende Qualität der Deutschen im Zweiten Weltkrieg auch sprachlich manchmal ein wenig verkürzt herzuleiten. »Von der Ermordung der geistig Behinderten durch die sog. »Euthanasie« 1940 bis zum Umgang der deutschen Armee mit den Minderheiten auf dem Balkan läßt sich das fatale Hegelsche Vermächtnis verfolgen« (S. 296). Aber Steinberg selbst behauptet damit ja auch bei aller Behutsamkeit und Temperament zugleich nicht – und unter Berufung auf Gewährsleute von Goethe über Heine bis Nietzsche –, eine befriedigende Erklärung gegeben zu haben, wohl aber verstörende und bohrende Fragen aufzuwerfen.

Der empirisch-vergleichende Teil ist vorzüglich und aus den Archiven gearbeitet. Er regt gerade dadurch zu dem Nachdenken an, das weiterhin nicht allein den Historikern vom Fach aufgegeben ist.

Daß die 1990 erschienene Studie¹ nun auch in deutscher Sprache vorliegt, ist sehr zu begrüßen – leider ohne die instruktiven Photos. Und daß aus der judenfreundlichen italienischen Monarchie in der deutschen Übersetzung eine Judenfeindschaft geworden ist (S. 181), tut dem Autor selbst gewiß am meisten leid.

JOST DÜLFFER, Köln

Stephan R. LINDNER, *Das Reichskommissariat für die Behandlung feindlichen Vermögens im Zweiten Weltkrieg. Eine Studie zur Verwaltungs-, Rechts- und Wirtschaftsgeschichte des nationalsozialistischen Deutschlands*, Stuttgart (Franz Steiner) 1991, 178 p. (*Zeitschrift für Unternehmensgeschichte*, 67).

Il s'agit d'une thèse présentée en 1990/91 à Munich et qui relève de plusieurs domaines car elle traite aussi bien du droit international que de l'économie et, bien sûr, de l'histoire du III^e Reich.

Le thème lui-même est d'une complexité extrême car la saisie ou la mise sous séquestre ou l'administration des biens de toutes sortes appartenant soit à des citoyens allemands ayant quitté le Reich – Israélites notamment – soit à des non allemands, relève de règles juridiques et administratives différentes. En outre, de nombreuses firmes non allemandes étaient depuis longtemps implantées en Allemagne, américaines et britanniques en particulier, où elles représentaient une part appréciable de la production industrielle, y compris d'armement.

Si l'exemple de la Grande Guerre pouvait être repris et modifié, les autorités du Reich, prudentes et étonnamment prévoyantes, eurent tendance à agir avec une certaine réserve, redoutant à la fois des mesures de rétorsions adverses et l'écroulement éventuel de l'ensemble du réseau commercial allemand à l'étranger. Ce faisant, les responsables de ce Reichskommis-

1 DERS., *All or Nothing. The Axis and the Holocaust 1941–1943*, London, New York (Routledge) 1990, XIV–320 S.

sariat, créé en avril 1940, devront traiter avec le NSDAP, les SS, les ministères des AE et de la Justice du Reich, sans omettre l'OKW et les autorités responsables de la Bohême-Moravie et des »protectorats« ou zones occupées de l'Est. Et surtout, Hitler et Göring, qui admettaient mal tant de ménagements juridiques à l'égard des ennemis du Reich hitlérien, en particulier en matière de liquidation des biens et avoirs étrangers. Göring, responsable de divers plans économiques, exerce une influence considérable pour récupérer le maximum de biens et avoirs étrangers, sans ménagements. L'enjeu était de taille puisque la valeur nominale des entreprises administrées par le Reichskommissariat atteignait environ 3 milliards de RM, sans compter les participations dans des firmes telles que AEG, Siemens, mais comme le fait remarquer l'auteur, les chefs de cet organisme n'ont pas fait de »résistance«, malgré leurs scrupules de technocrates zélés, aussi agirent-ils en fonction des exigences du régime, renforcées par leur sens du devoir accompli.

Il faut vouloir lire cet ouvrage qui, par la force des choses, est d'une approche ardue mais il est une contribution à l'étude du fonctionnement du III^e Reich, avec ses infinies imbrications et leurs incidences hors du Reich. Le »big business« est ici mis en filigrane et n'apparaît pas sous son jour le meilleur. Cette étude ne manque pas de poser plusieurs interrogations qui sont ici incidemment évoquées, et qui lors du procès de Nuremberg, ont été mises au jour mais demandent d'être réétudiées sine ira i studio. D'ailleurs, ce qui ne manque pas de piquant, le Reichskommissar Krohn s'est rendu aux Américains le 17 avril 1945 après avoir mis ses archives en sécurité, croyant ainsi pouvoir les utiliser pour de futures négociations de paix. Ce ne fut pas le cas.

Enfin, sur le plan méthodologique, l'on constate une fois de plus que nos collègues allemands disposent d'une masse d'archives concernant les objets les plus divers, ce qui confirme que les fonds de Coblenz, de Fribourg (BA-MA) et de Bonn sont plus riches qu'on le croyait, malgré leurs lacunes. Espérons que la réunification de l'Allemagne sera bénéfique pour les chercheurs, en révélant de nouveaux fonds, ou en ouvrant ceux qui jusqu'ici restaient inaccessibles.

Marcel SPIVAK, Vincennes

Christian HARTMANN, Halder. Generalstabschef Hitlers 1938–1942, Paderborn (Schöningh) 1991, 397 p. (Sammlung Schöningh zur Geschichte und Gegenwart).

Du général Franz Julius Halder, l'on ne connaît que son »Journal«, publié sous la direction de Hans-Adolf Jacobsen de 1962 à 1964. Nommé le 1^{er} septembre 1938 chef de l'Etat-Major de l'Armée à 54 ans, après une carrière d'officier d'état-major, succédant ainsi à Beck alors que se produisait un remaniement complet de la pyramide du haut commandement de la Wehrmacht déclenché par Hitler, Halder se trouve confronté d'emblée à une situation complexe et délicate. Bien que sollicité par plusieurs personnalités politiques ou diplomatiques opposées au national-socialisme et sans doute, effrayé par les vues hégémoniques de Hitler dont il découvre l'ampleur, Halder reste avant tout un militaire de la vieille école et ne se compromettra guère avec ces opposants. S'il est vrai que Halder, comme nombre de responsables militaires allemands, craignait les conséquences des coups de force de Hitler, dont il fut l'instrument le plus efficace, la réussite de ces actions effaça en grande partie ses réticences.

En fait, son anglophobie, son aversion pour le bolchevisme et ceux qui le soutiennent – les »ennemis« du Reich allemand – contribueront à lui faire supporter les interventions toujours plus fréquentes dans sa sphère d'activité. Son rôle a été progressivement limité et même contrecarré par la création de l'OKW et des instances du parti, ce qui lui ôtait, en définitive, la possibilité de contrôler totalement les moyens dont il aurait pu disposer. Même s'il reconnut qu'après tout, son Führer pouvait avoir des conceptions stratégiques »géniales«, comme pouvait en témoigner la campagne à l'Ouest, la multiplication des théâtres d'opérations,